

Convention collective

**IDCC : 8523. – EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES SYLVICOLES
(Pays de la Loire)
(10 février 1987)**

(Etendue par arrêté du 30 janvier 1989,
Journal officiel du 8 février 1989)

AVENANT N° 32 DU 10 MARS 2014

NOR : *AGRS1497134M*
IDCC : 8523

Entre :

L'union régionale professionnelle forestière,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFTC-Agri,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions du B de l'annexe I à la convention collective sont modifiées comme suit à compter du 1^{er} janvier 2014 :

« Annexe I

B. – Montants des salaires au temps

Salaires horaires et mensuels correspondant aux différents niveaux professionnels,
après arrondissement, à compter du 1^{er} janvier 2014

(En euros.)

NIVEAU	CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	SALAIRE horaire	SALAIRE mensuel (151,67 heures)
I	Le salarié travaille sur directives précises préalablement données par chantier avec explication et contrôle continu.	9,53	1 445,42
II	Le salarié travaille en autonomie dans le cadre de directives par nature de chantier avec un contrôle régulier. En fonction des contraintes spécifiques afférentes à chaque chantier, il adapte les directives données dans la réalisation des tâches.	9,91	1 503,05

NIVEAU	CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	SALAIRE horaire	SALAIRE mensuel (151,67 heures)
III	<p>Le salarié travaille sur la base d'une fiche de chantier avec un contrôle <i>a posteriori</i>.</p> <p>Il réalise les travaux en garantissant au plan technique un résultat conforme aux directives.</p> <p>A la capacité d'encadrer un niveau I ou II.</p>	10,29	1 560,68
IV	<p>Le salarié, de par son expérience et ses connaissances techniques de la sylviculture, propose dans une situation de travail les orientations à prendre pour une réalisation parfaite de la tâche.</p> <p>Il réalise le bilan technique du chantier, participe à l'établissement de fiches de chantier, de devis simples et de cahiers des charges.</p> <p>A la capacité d'encadrer ou de former un niveau I, II ou III.</p>	11,05	1 675,95

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité territoriale de Maine-et-Loire de la DIRECCTE des Pays de la Loire, 7, rue Bouché-Thomas, 49043 Angers Cedex.

Fait à Angers, le 10 mars 2014.

(Suivent les signatures.)